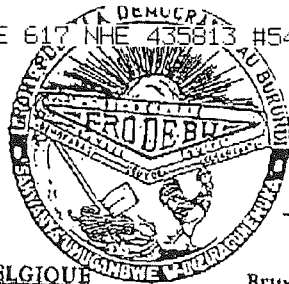


B 30 2 1

- Burundi
- gazette 1995
- FRODEBU

21-06-15 00:35 T-PECRE 617 NHE 435813 H542 -01
 REPUBLIKA Y'UBURUNDI

UMUGAMBWE "SAHWANYA"
 UHUZA ABAHARANIRA
 DEMOKARASI MU BURUNDI



REPUBLIQUE DU BURUNDI

FRONT POUR LA DEMOCRATIE
 AU BURUNDI

REPRESENTATION ENBELGIOUE

Bruxelles, le 25 mars 1995

COMMUNIQUE DE PRESSE

BURUNDI : Les massacres en cours à Bujumbura, une
 oeuvre criminelle de l'ex-dictateur burundais Jean-
 Baptiste BAGAZA

Dans le but de parachever le Coup d'Etat de la nuit du 20 au 21 octobre 1993 qui s'est soldé par l'ignoble assassinat de Son Excellence le Président Melchior NDADAYE, les miliciens à la solde de l'ancien dictateur BAGAZA se réunissent régulièrement dans le quartier de Nyakabiga I (centre de Bujumbura), et dans un bar appelé "PARENA". En collaboration avec des militaires et des policiers tutsi, les jeunes terroristes (les "Sans Rchec" et les "Sans Défaite") s'infiltrèrent dans les quartiers visés, afin d'identifier les demeures de leurs futures victimes hutu. Contrairement aux affirmations du porte-parole de l'armée burundaise, le Colonel Jean-Bosco DARADANGWE (interview radiodiffusée sur RTBF1 le 25 mars 1995, à 13H05), les tueries des 24 et 25 mars sont le fait de l'armée uniquement, sans aucune provocation de la part de "bandes armées" (supposées hutu). Par ailleurs, les "civils armés" opèrent en tenue militaire (ce que conteste le même porte-parole), afin de créer volontairement la confusion dans les populations burundaises. La nuit venue, ils s'adonnent aux massacres sélectifs, provoquant la panique dans tous les quartiers à majorité hutu concernés.

Ainsi donc, durant la journée du 24 mars et la nuit qui s'en est suivie ont été opérés des massacres à grande échelle à Bujumbura, capitale du Burundi. Des quartiers populaires ont été attaqués par les "forces armées". Contrairement aux allégations de la presse internationale (voir : La Libre Belgique du 25 mars 1995, p. 5), ces attaques ont été meurtrières : plus de 100 personnes tuées à Bwiza, plus de 100 personnes à Buyenzi, et plus de 500 autres à Kanyosha. Par ailleurs, ces attaques ont causé de nombreux dégâts matériels : à Bwiza, des maisons ont été incendiées, dont le siège de notre Parti (le Parti "SAHWANYA-FRODEBU"). Les massacres en cours s'inscrivent dans une double opération : une opération de purification ethnique, et une tentative de dissolution du régime démocratique au Burundi. La politique de purification ethnique, si chère à l'ancien dictateur Jean-Baptiste BAGAZA, vise à institutionnaliser dans tout le Burundi un système d'Apartheid, semblable à celui qui a sévi durant plus de 40 ans en Afrique du Sud. L'attaque contre le quartier de Bwiza avait pour but de pousser les fugitifs hutu vers le quartier jusqu'à présent paisible de Buyenzi, afin de boucler ce dernier et de massacrer tous ses habitants, indistinctement. C'est ce qui s'est passé hier. Dès le matin du 25 mars, toutes les issues routières en provenance des zones Bwiza et Buyenzi à Bujumbura étaient bouclées, pour empêcher les

B.P.6228
 BUJUMBURA

DEMOCRATIE - TRAVAIL - EQUITE

1040 - BRUXELLES (BELGIOUE)

B.P. 89

-2-

habitants de ces quartiers de prendre la fuite. Il en est de même de toutes les autres voies de sortie de la capitale.

Nous apprenons également que les étudiants tutsi de l'Université du Burundi ont emprisonné leurs condisciples hutu dans les campus, afin de les empêcher également de s'enfuir. De même, des menaces précises de mort continuent à peser sur des personnalités politiques (voir: notre Communiqué de presse du 23 mars 1995).

Par ailleurs, s'appuyant sur son parti, le PARENA (Parti pour le Redressement National), et sur ses nombreux supporters disséminés dans les autres partis d'opposition, BAGAZA entend mettre fin à l'expérience démocratique au Burundi. En cela, il bénéficie du soutien des politiciens extrémistes de son acabit. En témoigne une récente prise de position du Président du parti INKINZO(= le Bouclier), Monsieur Alphonse RUGAMBARARA. Dans un Communiqué de presse reçu le 23 mars 1995, ce Ministre en exercice et dont le Parti est pourtant signataire de la Convention de Gouvernement réclame ni plus ni moins la mise en place d'un " ETAT D'EXCEPTION". Que signifie une telle proposition, si ce n'est la remise du pouvoir civil à une administration militaire? Ce serait tout bénéfique pour l'ex-Colonel BAGAZA et ses partenaires, tant au sein de l'armée burundaise que dans les milieux politiques ou économiques proches des putschistes du 21 octobre 1993.

A long terme, la campagne meurtrière de BAGAZA et de ses partisans a pour but la "solution finale" de la problématique ethnique au Burundi, par l'élimination physique et/ou politique de la composante hutu de la nation burundaise.

Suite à cette aggravation de la crise burundaise:

- 1*) nous demandons au Ministre de l'Intérieur du Burundi, Monsieur Gabriel SINARINZI, après consultation du Premier Ministre, de prononcer la dissolution du Parti PARENA, pour sa non-conformité avec la Constitution burundaise. En effet, celui-ci proscriit les partis divisionnistes à connotation ethniste;
- 2*) nous demandons au Premier Ministre d'exiger la démission de Monsieur Alphonse RUGAMBARA, Ministre de la Jeunesse, des sports et de la culture, pour son appel au renversement des institutions constitutionnelles ainsi que de celles issues de la Convention de Gouvernement;
- 3*) nous exigeons le remaniement de la composition du Conseil National de Sécurité, en ce qui concerne les membres proches ou représentants des partis d'opposition, pour leur complicité active avec les forces déstabilisatrices;
- 4*) nous encourageons tous les démocrates burundais à s'opposer au retour de la loi des militaires au Burundi;
- 5*) nous appuyons le peuple burundais à rester debout comme un seul homme, dans sa résistance héroïque contre les putschistes de tout acabit;
- 6*) nous appelons la Communauté internationale (l'O.N.U., l'O.U.A. et les pays amis du Burundi) à voler au secours des dirigeants démocratiques burundais :
 - a) d'abord par une intervention militaire, en vue de la pacification du pays;
 - b) ensuite par une assistance judiciaire, pour les aider à organiser le jugement des putschistes du 21 octobre 1993 et leurs commanditaires, dont l'ex-Président BAGAZA;
- 7*) enfin par une assistance concrète, en vue de la réforme de l'armée burundaise, pour la rendre capable de protéger toutes les populations, sans aucune distinction.

Le Représentant du FRODEBU en Belgique,

Raphaël NTIBAZONKIZA

